

Document

L'avenir de la Libye selon les plans de l'OTAN

(par Manlio Dinucci - <http://www.voltairenet.org/>)

4 septembre 2011

Après avoir renversé la Jamahiriya, l'OTAN a livré la Libye aux « rebelles », dont l'action militaire s'est limitée au strict minimum. Dénués de légitimité en Tripolitaine et au Fezzan, où ils n'ont jamais bénéficié de soutien populaire, les nouveaux maîtres de la Libye sont à la fois les produits de l'Alliance et les garants des intérêts occidentaux dans le pays.

Dans la représentation médiatique de la guerre de Libye, les « rebelles » dominent la scène, tandis que l'OTAN s'est mise à l'abri en coulisses. Mais c'est pourtant depuis sa cabine de régie que la guerre a été préparée et dirigée et que se décide le futur arrangement du pays.

La mission de l'OTAN est « efficace et encore nécessaire », a déclaré la porte-parole Oana Lungescu. Personne n'en doute : en cinq mois de « protection unifiée », ont été effectués 21 000 raids aériens, dont plus de 8 000 d'attaques avec bombes et missiles, pendant que des dizaines de navires de guerre ont attaqué avec des missiles et des hélicoptères et contrôlé les eaux territoriales libyennes pour assurer l'embargo des forces gouvernementales et les approvisionnements de celles du CNT de Benghazi. En même temps, des agents et des forces spéciales des États-Unis, Grande-Bretagne, France et autres pays, ont joué un rôle clé sur le terrain, en signalant aux avions les objectifs à frapper, en plus de préparer et conduire l'attaque contre Tripoli. L'OTAN a joué un rôle décisif sans lequel les rebelles n'auraient jamais pu entrer à Tripoli, comme le confirme le général allemand Egon Ramms.

Notre mission, a déclaré le secrétaire général de l'Alliance, Anders Fogh Rasmussen, continuera tant que continueront les attaques et les menaces (sic). Cela signifie-t-il que, une fois la « mission » accomplie, l'OTAN laissera aux Libyens la possibilité de décider de l'avenir de leur pays ? En aucune manière. Elle passera à la phase 2 de la « mission ». Il n'existe simplement pas de solution militaire à cette crise, souligne un communiqué de l'Alliance, mais nous avons besoin d'un processus politique pour une transition pacifique à la démocratie en Libye. Et l'OTAN, assure Rasmussen, est prête à jouer un rôle de soutien.

On ne spécifie pas de quelle manière, mais un plan général —décidé fondamentalement à Washington, Londres et Paris— est déjà prêt. Des détails ont filtré à travers les déclarations de quelques fonctionnaires. Formellement à la demande du futur gouvernement (dirigé par des hommes politiques garants des intérêts des plus grandes puissances occidentales), l'OTAN continuera à contrôler l'espace aérien et les eaux territoriales de la Libye. Officiellement pour assurer les aides humanitaires et protéger le personnel civil sous bannière ONU. Cela nécessitera le libre accès aux ports et aéroports libyens, qui seront de fait transformés en bases militaires OTAN même si on y déploiera le drapeau rouge, noir et vert —celui-là même du régime du roi Idris qui, dans les années 50, concéda à la Grande-Bretagne et aux États-Unis l'usage du territoire pour y implanter des bases militaires, comme celle de la base aérienne de Wheelus Field aux portes de Tripoli—. Un emplacement idéal, aujourd'hui, pour le quartier général du Commandement Afrique des États-Unis (AfriCom).

L'OTAN ne cesse de répéter qu'elle n'a pas l'intention d'envoyer des troupes en Libye, mais n'exclut cependant pas que des alliés, de façon singulière, le fassent, ou bien l'Union Européenne, qui a tient déjà prêts ses groupes de combat à déploiement rapide.

En même temps, l'OTAN entraînera et armera les « *forces de sécurité* » libyennes. Concept tout relatif. Le responsable de la sécurité à Tripoli, nommé par l'OTAN, est Abdel Hakim Belhadj, qui, à son retour de la jihad anti-soviétique en Afghanistan, forma en Libye le Groupe combattant islamique (GILC). Il fut capturé par la CIA en Malaisie en 2004 mais, après la normalisation avec Tripoli, renvoyé en Libye, où (sur la base d'accord entre les deux services secrets) il fût remis en liberté en 2010. C'est lui qui garantira, en habit de président du conseil militaire de Tripoli, la transition pacifique à la « *démocratie* » en Libye.